

Contrat d'Abonnement – Offres « Pack Essentiel » et « Pack Boutique »

Entre : La société **Solufy SAS**, immatriculée au RCS de Nîmes (939 719 241), siège social 36 Rue de la Cavalerie, 30100 Alès, France, capital social 3 000 €, exerçant dans la création, la location, la maintenance de sites internet (ci-après « **le Prestataire** »),

Et : tout souscripteur professionnel des services du Prestataire (personne physique ou morale agissant à des fins professionnelles, garantissant avoir l'autorité et la capacité de contracter) (ci-après « **le Client** »),

Il a été convenu ce qui suit :

1. Objet et Nature du Service

Le présent contrat a pour objet la fourniture, par le Prestataire au profit du Client, d'un site internet clé en main sous forme de location mensuelle, dans le cadre d'une formule d'abonnement sans frais de création initiale. Deux offres sont proposées : **Pack Essentiel** (site vitrine) et **Pack Boutique** (site e-commerce), telles que décrites ci-après[1][2]. Le site est mis à disposition du Client en contrepartie d'une redevance mensuelle fixe, incluant la conception initiale rapide du site à partir de modèles optimisés et divers services pendant toute la durée de l'abonnement (hébergement, maintenance, support, etc.). Le Client reconnaît que le site est fourni en **location** et non vendu : il n'en deviendra pas propriétaire, même après plusieurs années de paiement, sauf accord écrit ultérieur de cession[3]. Le présent contrat constitue un accord juridiquement valable formé par l'acceptation en ligne de l'offre par le Client (par ex. via le paiement sur la plateforme sécurisée), sans nécessiter de signature manuscrite, valant consentement numérique aux conditions ci-après.

2. Description des Offres d'Abonnement

Pack Essentiel – Site vitrine : abonnement mensuel **32,5 € HT**. Le Prestataire crée et met à disposition un site web vitrine professionnel (site de présentation sans vente en ligne) jusqu'à environ 5 pages principales, en s'appuyant sur un modèle (template) prédéfini personnalisé aux couleurs et contenus du Client[4]. Le Client fournit les textes et images nécessaires via un formulaire standard au démarrage, que le Prestataire intègre avant mise en ligne du site. **Services inclus :** l'hébergement du site, un nom de domaine en .fr ou .com (si requis) fourni par le Prestataire, la maintenance technique de base (mises à jour de sécurité, corrections de bugs), un support et assistance de base, ainsi qu'une **(1) modification simple** du site par mois incluse[5]. Aucun frais de création n'est facturé au lancement : la conception et la mise en service initiale du site sont incluses dans le forfait mensuel[6]. Le Pack Essentiel est sans engagement de durée minimale (contrat à durée indéterminée) ; le Client peut y mettre fin à tout moment en respectant le préavis de résiliation de deux mois prévu à l'article 9[7].

Pack Boutique – Site e-commerce : abonnement mensuel à **partir de 49 € HT**. Cette offre comprend la création et la mise à disposition d'une boutique en ligne complète, avec un catalogue de produits (jusqu'à 30 produits dans la formule de base)[8]. Le Prestataire déploie un site e-commerce à partir d'un modèle adapté, incluant les fonctionnalités de catalogue, panier d'achat et paiement sécurisé en ligne (intégration d'un module de paiement standard). **Services inclus** : l'hébergement du site, un certificat SSL pour la sécurité des transactions, la maintenance technique (mises à jour du CMS et des plugins, surveillance du site), un support utilisateur, et la prise en charge d'une **(1) modification simple** du site par mois à la demande du Client (par ex. mise à jour de prix ou ajout d'un produit, dans la limite du catalogue de 30 articles)[9]. Les demandes de modification supplémentaires ou plus complexes feront l'objet d'une facturation additionnelle après accord du Client (voir Article 5 et Article 7 ci-dessous)[10]. Le tarif de base est de 49 € HT/mois pour une boutique standard ; **le prix exact** de l'abonnement est confirmé par le Prestataire après analyse des besoins spécifiques du Client et validation du périmètre (nombre de produits, fonctionnalités particulières, etc.)(11)[12]. Aucun frais initial de développement n'est facturé : la mise en place du site e-commerce est incluse dans l'abonnement mensuel[13]. Le Pack Boutique est sans engagement de durée minimale (contrat à durée indéterminée) ; le Client peut y mettre fin à tout moment avec un préavis de deux mois, selon l'article 9 (résiliation)[14].

Limites et options : Les offres Pack Essentiel et Boutique couvrent des besoins standard d'un site vitrine ou e-commerce de base. Si le Client a des besoins excédant le cadre de l'offre souscrite (ex. catalogue de produits plus étendu, fonctionnalités avancées, intégration à un logiciel tiers, etc.), le Prestataire pourra proposer soit un ajustement sous forme d'options payantes, soit une prestation sur mesure distincte sur devis[15][16]. Des **options supplémentaires** (telles que création de visuels professionnels, rédaction de contenus optimisés SEO, formation à l'utilisation du site, gestion de contenu, campagnes publicitaires en ligne, etc.) peuvent être proposées séparément. Ces options feront l'objet d'un **avenant ou contrat distinct** avec conditions financières propres et n'affecteront pas le présent contrat, sauf stipulation contraire acceptée par les deux parties[16][17]. Le Client n'est jamais dans l'obligation de souscrire de telles options facultatives, qui ne sont fournies qu'avec son accord exprès.

3. Durée du Contrat

Le présent abonnement prend effet à la date de souscription de l'offre par le Client (date de commande en ligne) et se poursuit **pour une durée indéterminée**, par périodes mensuelles successives[18]. Il n'existe **aucune durée minimale d'engagement** initiale pour les Packs Essentiel et Boutique[18]. Le contrat se renouvellera tacitement de mois en mois tant qu'il n'aura pas été résilié par l'une des Parties conformément aux dispositions du présent contrat (voir Article 9 sur la résiliation). Chaque période mensuelle d'abonnement est indivisible et toute mensualité entamée est due en entier.

4. Souscription de l'Abonnement et Mise en Service du Site

Le Client souscrit l'offre choisie **en ligne**, en suivant le processus de commande mis en place par le Prestataire. Un lien de commande sur le site du Prestataire redirige le Client vers une plateforme de paiement sécurisée (ex. Stripe)[19]. Le Client sélectionne le Pack souhaité (Essentiel ou Boutique), renseigne les informations demandées, puis règle en ligne le montant de la **première mensualité** d'abonnement[19][20]. La validation du paiement entraîne la conclusion du contrat d'abonnement et l'acceptation des présentes conditions.

Après la souscription, le Prestataire adresse au Client un **formulaire** (ou questionnaire) afin de recueillir tous les contenus et informations nécessaires à la création du site (textes, images, logos, préférences graphiques, informations légales, etc.)[21]. Le Client s'engage à remplir et retourner ce formulaire complet dans les meilleurs délais afin de permettre le démarrage du projet. Le Prestataire ne débutera la réalisation du site qu'après réception de l'ensemble des éléments demandés de la part du Client[22].

Le Prestataire s'efforce de mettre le site du Client en ligne dans un **délai indicatif d'environ 7 jours ouvrés** à compter de la réception de tous les contenus requis[23]. Ce délai n'est qu'indicatif et pourra varier en fonction de la charge de travail du Prestataire, du degré de personnalisation demandé ou d'éventuels retards imputables au Client[24]. En cas de retard raisonnable (inférieur à 30 jours) par rapport à la cible annoncée, le Client ne pourra réclamer ni annulation ni pénalités, d'autant que le respect des délais dépend aussi de sa coopération (transmission des éléments, validations rapides)[25]. Le Prestataire informera le Client de toute difficulté ou délai supplémentaire éventuel. La mise en ligne initiale du site sera effectuée soit sur le nom de domaine prévu (configuré ou acquis à cet effet), soit par la communication des accès au site si une recette préalable est prévue. Le Client reconnaît qu'un délai plus long pourrait survenir en cas de circonstances exceptionnelles ou de manquement de sa part à fournir les informations en temps utile.

5. Prix de l'Abonnement et Modalités de Paiement

Tarifs et taxes : Les tarifs des abonnements Pack Essentiel et Pack Boutique sont fixés respectivement à **32,5 € HT par mois** et **49 € HT par mois (minimum)**, tel qu'indiqué à l'article 2 ci-dessus[26][27]. Le tarif du Pack Boutique peut être ajusté en fonction des besoins du Client et sera confirmé par le Prestataire après validation du périmètre définitif (complexité du site, modules spécifiques, etc.)[27]. Tous les prix s'entendent **hors taxes** : la TVA au taux légal en vigueur (20 % à ce jour) sera ajoutée aux factures[28][29]. Le Client professionnel s'engage à payer les montants TTC. S'il bénéficie d'une exonération ou d'un régime particulier de TVA, il lui appartient de le signaler et de fournir les justificatifs requis avant facturation[30].

Services inclus/exclus : Le prix mensuel de l'abonnement couvre **tous les services explicitement mentionnés** dans la description de l'offre (cf. Article 2)[31]. Par exemple, l'hébergement standard, le nom de domaine principal (.fr ou .com) fourni par le

Prestataire, la maintenance technique de base et l'assistance standard sont **inclus sans surcoût** dans les Packs Essentiel et Boutique[31]. En revanche, **ne sont pas inclus** dans le tarif de base les demandes ou éléments excédant le périmètre de l'offre : notamment toute fonctionnalité additionnelle non prévue, un volume de contenu dépassant les limites de l'offre, les modifications du site au-delà des modifications « simples » incluses, ou encore les options payantes particulières (ex. visuels premium, formation, référencement avancé, etc.)[32][33]. Ces éléments feront l'objet soit d'un devis et d'une facturation additionnelle acceptée préalablement par le Client, soit d'un avenant spécifique s'il s'agit d'une option récurrente[34][35]. De même, si des frais exceptionnels imprévus s'avèrent nécessaires en cours de prestation (par ex. acquisition d'un plugin tiers coûteux, surcoût d'hébergement dû à un trafic anormalement élevé, etc.), le Prestataire en informera le Client et **recueillera son accord** avant toute facturation supplémentaire[35].

Facturation et échéances : La facturation de l'abonnement est **mensuelle**. La **première mensualité** est due dès la souscription (immédiatement lors de la commande en ligne)[36]. Les mensualités suivantes sont exigibles **d'avance** au début de chaque période mensuelle (généralement, à la date anniversaire mensuelle de la souscription ou au 1er de chaque mois, selon ce qui est indiqué par le Prestataire)[37]. Le Client accepte que la facturation commence dès la conclusion du contrat, **y compris si le site n'est pas encore complètement en ligne** à cette date, dès lors que le Prestataire a commencé à engager des ressources pour le Client (réservation du nom de domaine, mise en place de l'hébergement, temps de développement)[38][39]. En effet, la souscription entraîne pour le Prestataire des obligations et des coûts couverts par l'abonnement ; le Client ne pourra donc pas différer le paiement au motif qu'il n'aurait pas encore fourni certains contenus ou que le site serait incomplet de son fait[39]. Chaque mensualité sera prélevée ou exigible à la date convenue et figurera sur une facture correspondante.

Moyens de paiement : Le paiement des abonnements s'effectue par **prélèvement automatisé** (ex. carte bancaire débitée mensuellement via Stripe) ou par tout autre moyen convenu avec le Prestataire (virement SEPA, etc.)[40]. Le Client s'engage à fournir des coordonnées de paiement valides et à jour et autorise le Prestataire à prélever les échéances dues selon la fréquence prévue[40].

Retard ou incident de paiement : En cas de défaut de paiement d'une échéance à son terme, le Prestataire notifiera au Client sa défaillance et pourra, si le retard perdure plus de **15 jours** après mise en demeure écrite, appliquer des **pénalités de retard** calculées au taux de 3 % par mois de retard (taux annuel ~36 %), dans la limite de 10 % du montant total impayé[41]. Ces pénalités courent à compter de la date d'échéance restée impayée jusqu'au paiement intégral. En outre, une **indemnité forfaitaire de 40 €** pourra être exigée au titre des frais de recouvrement (conformément aux art. L441-10 et D441-5 du Code de commerce)[41]. Le Prestataire se réserve le droit de **suspendre l'exécution des services** (notamment mettre le site hors ligne) tant que les sommes dues ne sont pas réglées, après mise en demeure restée sans effet[42][43]. Cette suspension n'exonère pas le Client de payer les mensualités contractuelles dues pendant la période de suspension[44]. Si le retard de paiement excède un délai raisonnable ou se reproduit de façon répétée, le

Prestataire pourra décider de résilier le contrat aux torts du Client, selon les modalités de l'article 9 (résiliation pour manquement grave)[45].

6. Services Inclus, Maintenance et Modifications du Site

Le Prestataire assure pendant toute la durée de l'abonnement les **services inclus** prévus dans l'offre souscrite, notamment l'hébergement du site, la maintenance technique de base, le support standard, la gestion du nom de domaine principal (s'il est fourni par le Prestataire) et la prise en charge des **modifications mineures** du site conformément aux limites de l'offre[5][9].

Maintenance et support : Le Prestataire effectue les mises à jour nécessaires du système du site (CMS, extensions, correctifs de sécurité) et veille à maintenir le site en bon état de fonctionnement. Une assistance technique de base est fournie au Client pour répondre aux questions ou problèmes courants d'utilisation du site. Le Prestataire surveille dans la mesure du possible la disponibilité du site et intervient rapidement en cas de panne technique sous sa responsabilité, sans frais supplémentaires pour le Client (sous réserve des exceptions de responsabilité de l'article 10).

Modifications incluses : Le Client bénéficie chaque mois d'une **(1) modification simple** de son site sans frais additionnel, définie comme une intervention mineure telle que : mise à jour ou correction d'un texte, remplacement d'une image ou d'un produit, ajout ou suppression d'un contenu simple (paragraphe, photo, produit dans la limite du catalogue prévu), modification d'un horaire ou d'un contact, etc.[46][47]. Ces modifications légères ne doivent pas altérer la structure globale du site ni nécessiter de développement complexe. Dans le Pack Essentiel comme dans le Pack Boutique, la modification incluse est limitée à une par **mois calendaire et non reportable** d'un mois sur l'autre : une modification non utilisée pendant un mois donné est perdue[48][49]. Le Client peut bien sûr demander plus d'une modification simple dans le mois, mais au-delà de la première, les modifications supplémentaires pourront soit être facturées en sus (au temps passé ou au forfait) soit éventuellement reportées au mois suivant, suivant accord entre les Parties[50][51]. Le Prestataire fera preuve de souplesse pour de très menues corrections liées à une demande (une petite rectification immédiatement liée à la modification demandée ne sera pas comptée comme une intervention distincte)[52][53]. En tout état de cause, le Prestataire confirmera au Client si sa demande entre dans le cadre de la modification incluse ou non, **avant** de la réaliser[54].

Demandes hors périmètre : Toute demande du Client excédant le cadre d'une modification simple incluse ou visant à faire évoluer substantiellement le site sera traitée à part. Il s'agit notamment des ajouts de fonctionnalités non prévues initialement, de la création de pages web additionnelles importantes, de la refonte graphique ou ergonomique du site, de l'intégration de modules avancés ou de toute prestation sortant du gabarit standard de l'offre[55][56]. De même, toute augmentation significative du contenu au-delà des limites prévues (ex : ajout d'un nombre de produits supérieur à 30 pour le Pack Boutique) ou prestation de webmarketing (rédaction de contenu, SEO avancé,

etc.) est hors périmètre du présent abonnement[57][58]. Ces **évolutions** feront l'objet d'une étude spécifique : le Prestataire remettra un **devis** au Client décrivant le périmètre et le coût de la modification demandée. Aucune prestation supplémentaire ne sera effectuée sans accord écrit (ou validation explicite par email) du Client sur le devis correspondant[59]. Une fois le devis accepté par le Client, les travaux supplémentaires seront planifiés et facturés selon les modalités convenues (paiement à la livraison ou acompte + solde, suivant l'ampleur des travaux)[60]. Le cas échéant, un **avenant** au présent contrat pourra être établi pour intégrer la prestation additionnelle.

Evolution de l'offre : Le Prestataire se réserve le droit d'améliorer ou de faire évoluer les services techniques fournis dans le cadre de l'abonnement (par exemple, changement de technologie d'hébergement, mises à jour majeures du CMS, ajout de nouvelles fonctionnalités mineures au pack). Ces évolutions visant à améliorer le service n'entraîneront pas de coût supplémentaire pour le Client pendant la durée du contrat, et le Prestataire veillera à ce qu'elles n'altèrent pas les spécifications essentielles du site du Client. En cas de modification substantielle de l'offre ou d'arrêt d'une fonctionnalité incluse, le Prestataire en informera le Client avec un préavis raisonnable. Si le Prestataire décidait d'interrompre définitivement l'offre Pack Essentiel ou Pack Boutique dans son ensemble (arrêt commercial), il proposerait au Client une solution de remplacement ou la résiliation du contrat sans frais pour le Client.

7. Propriété Intellectuelle

Site en location – Pas de transfert automatique : Dans le cadre des présentes offres d'abonnement **Pack Essentiel** et **Pack Boutique**, le site internet mis à disposition du Client est fourni sous forme de **location** et non de vente définitive[61]. En conséquence, **l'ensemble du site (code source, design, structure technique)** demeure la propriété exclusive du Prestataire pendant toute la durée du contrat[62][63]. Le Client bénéficie d'un **droit d'usage limité** du site tant qu'il s'acquitte régulièrement de son abonnement[64]. Ce droit d'utilisation est personnel, non-exclusif et **non-transférable** – le Client ne peut céder le site ou le sous-licencier à un tiers sans accord écrit du Prestataire[65]. Le Client **n'acquiert aucun droit de propriété** sur le site ni sur ses éléments constitutifs, **même après plusieurs années de paiement**, sauf stipulation expresse contraire convenue par écrit (accord exceptionnel de cession)[3]. En particulier, le code source, les fichiers de conception graphique et l'architecture du site restent la propriété intellectuelle du Prestataire.

Cession éventuelle du site ou du nom de domaine : Toute **transfert de propriété** du site internet au profit du Client – de même que le transfert d'un nom de domaine fourni par le Prestataire – fera obligatoirement l'objet d'un **accord écrit séparé** entre les Parties, définissant les conditions de la cession (éventuellement une compensation financière)[66][67]. Par défaut, en l'absence d'un tel accord de cession globale, le Prestataire n'est pas tenu de remettre au Client une copie complète du site ni de permettre son hébergement chez un autre prestataire, le site faisant partie intégrante du service loué[68]. Cependant, sur demande écrite du Client, le Prestataire pourra proposer

une cession du site à des conditions négociées d'un commun accord (par exemple moyennant le paiement d'un montant compensatoire)[69]. De même, si le Client souhaite obtenir la propriété du **nom de domaine** qui était géré par le Prestataire dans le cadre de l'abonnement, il devra en faire la demande ; à défaut, à la fin du contrat, le Prestataire pourra conserver ou disposer librement du nom de domaine concerné, le Client n'ayant acquis aucun droit de propriété sur celui-ci sans accord écrit contraire[70][71]. Les conditions d'un éventuel transfert du site ou du nom de domaine devront être formalisées par écrit avant la fin du contrat d'abonnement.

Contenus et éléments tiers : Le Prestataire conserve la propriété de ses **outils préexistants** incorporés au site, de son savoir-faire et des éléments techniques génériques développés pour le service. En revanche, **les contenus fournis par le Client** (textes, images, logos, vidéos, etc.) restent la propriété du Client ou de leurs ayants droit respectifs ; le Client garantit qu'il détient tous les droits nécessaires sur ces contenus et autorise le Prestataire à les utiliser pour les besoins de réalisation et d'hébergement du site[72]. Le Prestataire n'acquiert aucun droit de propriété sur ces éléments apportés par le Client, hormis le droit de les utiliser dans le cadre du contrat[72]. Par ailleurs, certains éléments tiers intégrés au site (par ex. images sous licence, polices de caractères, modules open source ou plugins commerciaux) peuvent rester soumis à des **licences spécifiques** : le Prestataire s'assure de disposer des droits d'utilisation nécessaires sur ces composants et les **sous-licencie** au Client pour l'exploitation du site[73]. Le Client s'engage à respecter les conditions d'utilisation propres à ces éléments tiers (ex. mentions de copyright à conserver, impossibilité de revendre séparément certains composants, etc.) dont il pourrait prendre possession en cas de transfert du site.

8. Données Personnelles (RGPD)

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, le Prestataire est susceptible de traiter des **données personnelles** pour le compte du Client (par exemple, les données des visiteurs ou utilisateurs finaux du site du Client). Chaque Partie s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, notamment le **Règlement (UE) 2016/679 (RGPD)** et la loi française « Informatique et Libertés »[74].

Rôle des Parties : En principe, pour les données collectées via le site, **le Client** agit en tant que **responsable de traitement** (data controller) et **le Prestataire** agit en tant que **sous-traitant** (data processor) chargé des opérations techniques (hébergement, maintenance, etc.)[75]. À ce titre, le Prestataire ne traitera les données personnelles **que sur instruction documentée du Client** et uniquement pour les finalités nécessaires à l'exécution de ses obligations contractuelles[75]. Le Prestataire s'interdit toute utilisation des données du Client à d'autres fins (prospection, marketing, etc.) et ne les communiquera à des tiers que dans le cadre des opérations prévues (par exemple transmission nécessaire à un sous-traitant d'hébergement) ou sur obligation légale[76].

Sécurité : Le Prestataire mettra en œuvre des **mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées** afin de garantir la confidentialité et l'intégrité des données personnelles traitées. Par exemple, l'hébergement se fera sur des serveurs sécurisés (pare-feu, connexions HTTPS), avec des sauvegardes régulières et un contrôle d'accès restreint aux données[77]. En cas de **violation de données personnelles** (incident de sécurité entraînant destruction, perte, divulgation non autorisée de données du Client), le Prestataire en notifiera le Client dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, et lui communiquera les informations nécessaires pour que le Client puisse, si requis, **notifier cette violation aux autorités (CNIL)** et/ou aux personnes concernées[78].

Sous-traitance ultérieure : Le Client autorise le Prestataire à recourir à des **sous-traitants ultérieurs** pour l'hébergement du site et les services liés, à condition que ces sous-traitants présentent des garanties suffisantes en matière de protection des données. Le Prestataire s'engage à informer le Client de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants afin que le Client puisse émettre des objections pour des motifs légitimes le cas échéant[79]. Le Prestataire demeure responsable vis-à-vis du Client de ses sous-traitants de second rang.

Obligations du Client : En tant qu'éditeur du site, il appartient au Client de se conformer aux obligations qui lui incombent en matière de données personnelles, notamment : afficher les **mentions d'information légales** sur le site (politique de confidentialité, mentions légales), recueillir le cas échéant le **consentement** des utilisateurs pour les traitements qui le nécessitent (ex. formulaires de contact, inscription newsletter, cookies non strictement nécessaires)[80]. Le Client reste responsable du traitement des données de ses propres clients/utilisateurs et s'assure que le traitement de ces données via le site a une base légale adéquate. Le Prestataire fournira une assistance raisonnable au Client pour l'aider à respecter ses propres obligations, par exemple en facilitant la réponse aux demandes d'exercice des **droits des personnes** concernées (droit d'accès, rectification, effacement, opposition, etc.) pour les données stockées dans le site[81].

Fin du contrat et restitution des données : À l'expiration ou résiliation du présent contrat, le Prestataire procédera, au choix du Client, soit à la **restitution** de l'ensemble des données personnelles du Client encore en sa possession, soit à leur **suppression sécurisée**, sauf obligation légale de conservation pour une durée plus longue[82]. Si le Client souhaite récupérer ses données (par ex. base de données des utilisateurs, listes de contacts, etc.), le Prestataire les lui restituera dans un format couramment exploité, dans un délai raisonnable après la fin du contrat. En l'absence d'instruction de restitution, le Prestataire détruira toutes les données personnelles du Client, sous réserve des sauvegardes systèmes qui seront écrasées dans le cours normal du cycle de rétention.

9. Responsabilités

9.1. Responsabilité du Prestataire : Le Prestataire s'engage à fournir ses services avec le soin et la compétence d'un professionnel averti, et à livrer un site conforme aux

spécifications convenues avec le Client (design, fonctionnalités principales annoncées)[83]. Il garantit que le site développé initialement correspondra au cahier des charges validé par le Client. Toutefois, la responsabilité du Prestataire **ne pourra pas être engagée** dans les cas suivants :

- **Faute du Client ou d'un tiers non autorisé** : dysfonctionnements résultant d'une intervention du Client (ou d'un tiers) sur le site sans autorisation, ou d'une utilisation inadéquate du site par le Client (non-respect des instructions fournies). Par exemple, si le Client modifie lui-même des éléments techniques du site ou néglige d'appliquer les consignes de sécurité, le Prestataire décline toute responsabilité en découlant[84][85].
- **Résultats commerciaux, référencement** : Le Prestataire **n'offre aucune garantie** de performance en termes de fréquentation, de chiffre d'affaires ou de positionnement du site sur les moteurs de recherche, sauf engagement écrit particulier. Le prestataire n'a qu'une obligation de moyens sur la visibilité du site : il ne garantit pas un classement Google ni un volume de ventes minimum[86][87].
- **Absence de maintenance (hors abonnement)** : Si le Client n'a pas souscrit d'offre incluant la maintenance continue (contrat de maintenance ou abonnement Pack), le Prestataire ne pourra être tenu responsable des problèmes survenant après la livraison du site dus à un manque de maintenance. Par exemple, si des failles de sécurité apparaissent ou que des incompatibilités se révèlent plusieurs mois après la mise en ligne en l'absence de mises à jour régulières, le Prestataire ne saurait en répondre[88].
- **Facteurs externes et dommages indirects** : Le Prestataire ne pourra être tenu responsable des interruptions de service, pertes de données ou autres dommages imputables à des **facteurs extérieurs** échappant à son contrôle, tels que pannes chez l'hébergeur, coupures Internet, incendie ou sinistre chez le fournisseur de serveurs, intrusion malveillante malgré les protections en place, etc.[89]. De même, il ne sera pas redevable des pertes financières indirectes subies par le Client du fait d'une indisponibilité du site ou autre dommage indirect non directement imputable à une faute du Prestataire (ex : manque à gagner causé par une panne)[90].
- **Disponibilité du service** : Bien que le Prestataire mette tout en œuvre pour assurer une disponibilité maximale du site (notamment dans le cadre des offres d'abonnement où il gère l'hébergement), il ne peut garantir une **disponibilité 100 %** du temps. En cas de panne ou problème technique relevant de sa responsabilité, il s'engage à réagir diligemment pour rétablir le service, mais sans promesse d'un temps de rétablissement fixe.

En tout état de cause, si la responsabilité du Prestataire venait à être légalement engagée vis-à-vis du Client pour un dommage prouvé, il est expressément convenu que le **montant des réparations** ne pourra excéder le total **des sommes hors taxes payées par le Client au titre de l'abonnement** (ou de la prestation en cause) ayant donné lieu au dommage[91][92]. Cette limitation s'applique à l'ensemble des préjudices, directs et

indirects, de sorte que le Client ne pourra obtenir du Prestataire une indemnisation supérieure aux montants qu'il a effectivement versés. Le Client reconnaît que le prix de l'abonnement tient compte de cette allocation des risques et de la limitation de responsabilité convenues entre les Parties[91][93].

9.2. Responsabilité du Client : Le Client s'engage, de son côté, à respecter les obligations suivantes :

- **Collaboration active :** Fournir en temps utile tous les éléments et informations nécessaires au Prestataire pour la réalisation et la mise à jour du site (textes, images, descriptions, spécifications, accès techniques, etc.), et collaborer de manière diligente de façon générale[94][95]. Le Client garantit l'exactitude des informations transmises. Il comprend que tout retard ou omission de sa part dans la communication des éléments peut entraîner un décalage des délais de livraison ou de résolution des demandes, sans faute du Prestataire (voir Article 4 et Article 6)[95][96].
- **Paiement :** Honorer les paiements de l'abonnement et des éventuelles factures complémentaires **aux échéances convenues** et selon les modalités prévues (prélèvements mensuels, etc.)[97]. Le non-paiement d'une somme due constitue un manquement grave pouvant justifier la suspension du service ou la résiliation du contrat (Article 5 et Article 10)[98].
- **Utilisation légale du site et conformité du contenu :** Exploiter le site dans le respect des lois et règlements en vigueur. **Le Client est seul responsable du contenu** qu'il publie sur son site (textes, images, vidéos, produits, offres, mentions légales, conditions de vente, etc.)[99][100]. Il lui appartient de s'assurer que son site et son activité en ligne sont conformes à la législation applicable (ex : droit de la consommation pour un e-commerce, règles de publicité, protection des données personnelles des utilisateurs, respect des droits d'auteur sur les contenus affichés). Le Prestataire n'effectue pas de contrôle éditorial des contenus du Client et ne saurait être tenu responsable de leur caractère éventuellement illicite ou dommageable[101][102]. En cas de litige lié au contenu du site ou à l'utilisation qui en est faite, **le Client assumera seul la responsabilité juridique** en qualité d'éditeur du site, et garantit le Prestataire contre toute réclamation ou condamnation de ce fait[103]. Le Prestataire se réserve le droit de suspendre ou désactiver sans délai tout site dont le contenu manifeste un caractère illicite évident ou cause un préjudice grave à un tiers, notamment en cas d'urgence (ex : contenu pédopornographique, appel à la haine, contrefaçon majeure)[103]. Il en informera le Client dans les plus brefs délais.
- **Sauvegardes (hors abonnement) :** Pour les sites qui ne sont pas maintenus dans le cadre d'un abonnement actif ou d'un contrat de maintenance, le Client est tenu d'effectuer régulièrement des **sauvegardes** de ses données et contenus (sauvegarde de la base de données, copies des fichiers média importés, etc.)[104][105]. Si le site est maintenu par le Prestataire (abonnement en cours), ce dernier réalisera des sauvegardes régulières dans le cadre de la prestation. En

revanche, en l'absence de service de sauvegarde fourni, il incombe au Client de préserver ses données. Le Prestataire ne pourra être responsable d'une perte de données survenue sur un site non couvert par un contrat de sauvegarde, si le Client a omis de mettre en place des sauvegardes adéquates de son côté[105][106].

- **Respect du Prestataire :** D'une manière générale, le Client s'engage à ne pas nuire à la réputation ou aux activités du Prestataire par un comportement abusif. En cas d'insatisfaction ou de différend, il convient de privilégier une résolution amiable conformément à l'article 12 ci-après, plutôt que de porter atteinte injustement à l'image du Prestataire (ex. publication de critiques diffamatoires sans tentative de résolution préalable)[107].

9.3. Limitation générale : Les Parties reconnaissent que, de façon générale, **aucune Partie ne pourra être tenue responsable** envers l'autre des conséquences d'un manquement dû à un cas de force majeure tel que défini à l'article 11 ci-après. En dehors des cas de faute prouvée de l'une ou l'autre des Parties, chacune supportera seule les risques et périls de son activité. Les limitations et exclusions de responsabilité convenues dans le présent contrat s'appliquent dans toute la mesure permise par la loi, y compris après la cessation du contrat pour les faits survenus pendant son exécution.

10. Résiliation de l'Abonnement

Résiliation par le Client (à tout moment) : Le Client peut mettre fin à son abonnement **à tout moment**, sous réserve de respecter un **préavis de deux (2) mois entiers**[108][109]. La demande de résiliation devra être notifiée par écrit au Prestataire – de préférence par lettre recommandée avec accusé de réception, ou éventuellement par email avec accusé de réception électronique – au moins **60 jours** avant la date souhaitée d'arrêt de l'abonnement[109]. La résiliation prendra effet **à l'issue de la deuxième période mensuelle suivant la date anniversaire de souscription** qui suit la notification, conformément à ce préavis de 2 mois[110]. En pratique, cela signifie que l'abonnement se poursuivra jusqu'à la fin du deuxième mois complet après la notification. Par exemple, si l'abonnement est facturé le 15 de chaque mois et que le Client notifie sa résiliation le 20 janvier, celle-ci prendra effet après la période de facturation de mars (deux mois à compter du 15 février suivant la notification). Durant la période de préavis, le contrat demeure pleinement en vigueur : le site reste accessible et le Client doit continuer à régler les mensualités normalement jusqu'à la date de fin effective[111]. Aucune pénalité de résiliation n'est due par le Client dès lors qu'il respecte le préavis de deux mois. Si le Client avait payé des mensualités au-delà de la date effective de fin (par ex. en cas de paiement annuel anticipé), le Prestataire remboursera au prorata temporis les montants correspondant à la période postérieure à la résiliation[112].

Résiliation par le Prestataire : Le Prestataire se réserve le droit de résilier unilatéralement le contrat d'abonnement, en particulier dans les cas suivants : (a) **faute ou manquement grave du Client**, incluant notamment des impayés répétés ou persistants malgré mises en demeure, le non-respect des présentes conditions, ou la publication de contenus illicites sur le site du Client[113]; (b) **arrêt de l'offre** par le Prestataire (décision d'arrêter

définitivement la commercialisation du Pack Essentiel ou Boutique) ou **cessation d'activité** du Prestataire[114]; (c) plus généralement, **tout motif légitime** à l'appréciation raisonnable du Prestataire, par exemple le comportement du Client rendant la collaboration impossible (harcèlement, dénigrement public injustifié, etc.). Sauf urgence liée à une faute grave du Client, le Prestataire respectera un **préavis raisonnable** et notifiera par écrit au Client la résiliation en précisant la date de fin du service[115][116]. En cas de manquement avéré du Client (par ex. défaut de paiement non régularisé plus de 15 jours après mise en demeure, ou violation grave des obligations du contrat), la résiliation pourra être effective **immédiatement ou sous court délai** à la discrétion du Prestataire, sans préavis ni indemnité au bénéfice du Client fautif[117]. Le Client sera informé de sa défaillance et sommé de la corriger si possible, mais l'absence de remède prompt autorisera le Prestataire à couper le service de façon anticipée[118]. Dans cette hypothèse, le Prestataire se réserve le droit de réclamer au Client des **dommages-intérêts** en réparation du préjudice subi et le paiement de toutes les sommes échues ou à échoir jusqu'à la fin de la période d'abonnement en cours (par ex. les mensualités restant du mois entamé)[119][120]. Le Prestataire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences de la suspension ou de la résiliation du service résultant d'un manquement du Client (perte de données, perte de chiffre d'affaires, atteinte à l'image du Client, etc.)[121].

Conséquences de la fin du contrat : Quelle qu'en soit la cause, la fin du présent contrat d'abonnement entraîne la **désactivation du site internet du Client** à la date d'effet de la résiliation[122]. Le site sera rendu inaccessible (mise hors ligne). Conformément aux stipulations de l'article 7 sur la propriété, le site et son contenu technique restant la propriété du Prestataire, **le Client perd tout droit d'usage sur le site à compter de la fin du contrat**[123][124]. Le Prestataire n'a, en principe, pas l'obligation de fournir au Client une copie du site ni de l'aider à migrer le site chez un autre prestataire, le site faisant partie intégrante du service loué[125]. En l'absence d'accord de cession (voir article 7), le Prestataire pourra néanmoins, **sur demande écrite du Client**, lui **restituer certains éléments** dont le Client est l'auteur ou le propriétaire : par exemple, les textes, images ou autres contenus fournis par le Client, sous forme brute et exploitable, dans la mesure où ces éléments sont facilement identifiables et extractibles[126][127]. De même, les données personnelles collectées via le site du Client pourront être exportées si la loi l'exige (conformément à l'article 8 sur le RGPD)[128]. Sauf restitution spécifique demandée, le Prestataire procédera à la **suppression totale du site et de ses données des serveurs** après un délai raisonnable d'environ 30 jours suivant la fin du contrat, afin de laisser le temps au Client de récupérer d'éventuelles informations restantes[129].

Concernant le **nom de domaine** du site : si le nom de domaine a été **fourni et payé par le Prestataire** dans le cadre de l'abonnement, il a été mis à disposition du Client pour la durée du contrat mais reste la propriété du Prestataire. À la fin du contrat, ce nom de domaine redevient librement géré par le Prestataire, qui pourra le conserver, le transférer ou le supprimer à sa convenance (sauf accord écrit contraire)[130][131]. En revanche, si le nom de domaine du site a été **acheté ou déjà détenu par le Client** (en dehors de l'abonnement), le Client en conserve la pleine propriété : à la fin du contrat, le Prestataire

cessera simplement d'en assurer la configuration technique, et le Client pourra disposer librement de son domaine pour le rattacher à un autre site s'il le souhaite[130][132].

11. Force Majeure

Aucune des Parties ne pourra être tenue pour responsable vis-à-vis de l'autre en cas de non-exécution ou retard dans l'exécution de ses obligations dues à un **événement de force majeure**[133]. Sont considérés comme cas de force majeure ceux habituellement reconnus par la jurisprudence française, ainsi que tout événement indépendant de la volonté de la Partie affectée et échappant à son contrôle raisonnable. Il s'agit par exemple des catastrophes naturelles, incendies, pandémies, actes d'autorité publique, conflits sociaux externes, coupures généralisées d'électricité ou d'Internet, attaques informatiques majeures, ou tout autre événement imprévisible et irrésistible[134][135].

En cas de force majeure, l'exécution des obligations du contrat est **suspendue** pendant toute la durée de l'événement empêchant leur réalisation. Si la durée de la force majeure excède **trente (30) jours** consécutifs, chacune des Parties aura la faculté de résilier de plein droit le contrat, sans indemnité, par notification écrite à l'autre Partie[136]. Dans un tel cas, les prestations éventuellement déjà fournies seront dues prorata temporis jusqu'à la date de résiliation. Chaque Partie supportera ses propres frais et pertes résultant de l'événement de force majeure, sans recours contre l'autre[137][138]. La Partie affectée par la force majeure devra, dans la mesure du possible, informer promptement l'autre Partie du début et de la fin de cet événement, et des conséquences sur le contrat.

12. Droit de Rétractation

Le présent contrat étant conclu entre **professionnels**, le **droit légal de rétractation de 14 jours** prévu par le Code de la consommation en cas de vente à distance **ne s'applique pas en principe**[139]. Le Client reconnaît contracter dans le cadre de son activité professionnelle et non en tant que consommateur, de sorte qu'il ne bénéficie pas d'un droit de rétractation standard.

13. Droit Applicable et Règlement des Litiges

Loi applicable : Le présent contrat est régi par le **droit français**. Il en est ainsi pour les règles de fond comme de forme, et ce y compris si le Client est établi ou domicilié à l'étranger[150]. Les Parties conviennent expressément que la Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises ne s'applique pas aux services fournis au titre des présentes (contrat de service et non de vente de marchandises)[150]. Le contrat est rédigé en langue française, laquelle fera foi pour son interprétation. Une traduction peut être communiquée au Client à titre informatif, mais en cas de divergence la version française prévaut[150].

Résolution amiable : En cas de différend relatif à l'interprétation, l'exécution ou la validité du présent contrat, les Parties conviennent de rechercher une **solution amiable** avant toute action contentieuse[151][152]. La Partie qui s'estime lésée adressera à l'autre une réclamation écrite détaillée exposant le problème. Les Parties se rapprocheront alors (y compris par visioconférence ou tout moyen approprié) pour tenter de résoudre le litige de bonne foi. Si aucune solution amiable n'est trouvée dans un délai raisonnable (ex. 30 jours après la réclamation), chacune des Parties recouvrera sa liberté d'initiative pour engager les procédures qu'elle juge nécessaires[152].

Juridiction compétente : À défaut d'accord amiable, tout litige non résolu sera porté devant les **tribunaux matériellement compétents dans le ressort du siège social du Prestataire**, soit le **Tribunal de Commerce de Nîmes** pour les affaires relevant de sa compétence commerciale (étant donné que le siège du Prestataire est à Alès, Gard)[153][154]. Cette attribution de compétence est acceptée par le Client dans la mesure où il contracte en qualité de **professionnel** et renonce à contester la compétence territoriale de ces juridictions[155]. Elle ne saurait toutefois priver un Client qui serait assimilé à un consommateur (au sens du Code de la consommation) des **droits impératifs** dont il pourrait bénéficier en matière de compétence juridictionnelle (tels que le droit de saisir le tribunal du lieu où il demeure) si ces dispositions étaient applicables[155]. En tout état de cause, les Parties privilégieront une résolution amiable préalable avant d'engager toute action judiciaire[156].

Fait le 06/11/2025. Le fait pour le Client de valider la commande en ligne emporte acceptation pleine et entière des conditions du présent contrat d'abonnement.

[1] [2] [3] [4] [5] [6] [7] [8] [9] [10] [11] [12] [13] [14] [15] [16] [17] [18] [19] [20] [21] [22] [23] [24] [25] [26] [27] [28] [29] [30] [31] [32] [33] [34] [35] [36] [37] [38] [39] [40] [41] [42] [43] [44] [45] [46] [47] [48] [49] [50] [51] [52] [53] [54] [55] [56] [57] [58] [59] [60] [61] [62] [63] [64] [65] [66] [67] [68] [69] [70] [71] [72] [73] [74] [75] [76] [77] [78] [79] [80] [81] [82] [83] [84] [85] [86] [87] [88] [89] [90] [91] [92] [93] [94] [95] [96] [97] [98] [99] [100] [101] [102] [103] [104] [105] [106] [107] [108] [109] [110] [111] [112] [113] [114] [115] [116] [117] [118] [119] [120] [121] [122] [123] [124] [125] [126] [127] [128] [129] [130] [131] [132] [133] [134] [135] [136] [137] [138] [139] [140] [141] [142] [143] [144] [145] [146] [147] [148] [149] [150] [151] [152] [153] [154] [155] [156] cgv-solufy-1.pdf

file:///file_000000009bac72088ffe27fc0346d7fa